

Église protestante de Genève

«Mon expérience auprès des services sociaux me servira»

Élue hier à la tête de l'EPG, l'ancienne travailleuse sociale Chantal Eberlé croit en l'avenir d'une institution pourtant fragilisée.

Lucas Vuilleumier, Protestinfo

Chantal Eberlé, 69 ans, prend la tête de l'Église protestante de Genève (EPG), où elle s'engage depuis cinquante-trois ans. Cette infirmière de formation, membre du Conseil du Consistoire depuis 2021 en tant que référente stratégique diaconie et bénévolat, devient ainsi la présidente de l'institution historique fondée par Calvin. Seule candidate, elle a été élue par 26 voix sur 30 bulletins. Consciente des fragilités de son Église, dont les contributeurs se font plus rares et vieillissants, elle est convaincue de la pérennité du message de l'Évangile et croit à la survie de l'EPG.

Dans quel état d'esprit abordez-vous cette présidence?

Chantal Eberlé: Avec beaucoup de reconnaissance pour la confiance qui m'est faite. Avoir été élue par mes collègues du Consistoire m'honore. Je mesure la responsabilité que cette fonction implique mais suis assurée que notre mode de travail communautaire, où chaque membre du Conseil est responsable de secteurs précis, continuera de bien fonctionner. Grâce à cette vision démocratique qui implique tous les acteurs de notre Église, tout ne repose pas sur les épaules de la présidente.

Que pensez-vous pouvoir apporter à l'EPG?

Ma réelle connaissance de la vie de cette Église, dont je suis membre depuis plus de cinquante ans. J'y ai été catéchète puis conseillère de paroisse, j'y ai géré des groupes d'enfants et d'adultes, et cela fait dix-huit ans que je suis présidente de l'aumônerie protestante des HUG. De plus, mon expérience professionnelle auprès des services sociaux de la Ville de Genève continuera



«Avoir été élue par mes collègues du Consistoire m'honore», confie la nouvelle présidente de l'EPG. DR

de me servir dans ma mission pour l'Église.

Le fait d'avoir parlé publiquement des problèmes financiers de l'EPG a-t-il eu un effet sur les dons?

Oui. Nos grands donateurs, ainsi que les fondations qui nous soutiennent, ont effectivement entendu notre appel et augmenté leur soutien depuis l'année dernière, ce dont nous sommes très reconnaissants. Maintenant, il reste un grand effort à fournir auprès de la population protestante de Genève, qui s'engage de moins en moins financièrement.

En plus de l'immobilier de rendement, sur lequel votre Église mise de plus en plus, y a-t-il d'autres pistes envisagées pour renflouer vos caisses?

L'immobilier commencera à rapporter dans les prochaines années, certains bâtiments étant encore en construction. Toutefois, nous avons lancé une opération auprès des notaires gene-

vois, afin qu'ils présentent nos actions et proposent aux familles de nous faire un legs lors de l'établissement d'un testament, certaines personnes le faisant d'ailleurs encore de manière spontanée.

En tant qu'Église de Calvin, pourriez-vous attendre également de l'aide financière de la part d'autres Églises cantonales?

Même si nous cherchons évidemment à être autosuffisants, nous recevons effectivement des dons de la part de riches paroisses ou Églises cantonales suisses allemandes, qui compatissent avec notre situation d'Église séparée de l'État, ne pouvant ainsi bénéficier ni de subventions ni de l'impôt ecclésiastique.

L'EPG subit une grande désaffection des croyants. Avez-vous des pistes afin de rendre l'Église protestante plus attractive?

Je pense que le message de l'Évangile est toujours puissamment actuel. Nous sommes en constante

réflexion sur la question et envisageons quelques pistes pour les enfants et la jeunesse qui sont en cours de discussion.

En quoi les difficultés financières de l'EPG peuvent-elles impacter la vie des Genevois, en dehors des fidèles?

Là est notre principal souci. Nous n'aimerions pas avoir à diminuer ces prestations qui sont très appréciées, qu'il s'agisse des aumôneries dans les hôpitaux, les EMS, ou les prisons. Les institutions publiques où nous intervenons seraient elles-mêmes appauvries. Nous avons cherché auprès de fondations des soutiens financiers nous permettant d'assurer la pérennité des activités non culturelles.

Après la polémique provoquée par le projet de «démasculiniser Dieu», proposé par la Compagnie des pasteurs et des diacres début 2022, le Conseil du Consistoire a affirmé qu'il ne s'agissait là que d'un projet de réflexion. Est-ce toujours le cas?

Cette réflexion est toujours en cours au sein de la Compagnie, qui choisit librement les thèmes sur lesquels elle se penche. Cela pourra à l'avenir alimenter nos façons de penser nos pratiques liturgiques, mais ce n'est pas à l'ordre du jour.

Pourtant, selon le collectif des femmes protestantes de l'EPG, une réponse claire est attendue sur cette question. «Très peu de résultats concrets» concernant le langage inclusif auraient été atteints.

J'entends cette critique et tout est toujours perfectible. Mais relevons quand même que dans notre Église, les salaires sont égaux, que la parité est à peu près atteinte dans les postes décisionnels, que beaucoup de femmes sont présidentes de conseils de paroisses et de régions, tandis que 40% de nos pasteurs sont des femmes. Certes, il existe encore des progrès à faire, l'Église devant être un modèle d'inclusion et lutter contre les discriminations, mais nous n'avons pas à avoir honte.

Carouge rappelle la police cantonale à l'ordre

Zone piétonne

Les autorités communales ont écrit à Monica Bonfanti afin que ses agents respectent la loi.

C'est une histoire insolite qui a occupé le Conseil municipal carougeois à la fin de ses deux dernières séances. En cause: le comportement des agents de la police cantonale sur son territoire.

Afin de comprendre pourquoi certains élus se disent outrés, il faut remonter au mois de juin. Le socialiste Patrick Mützenberg constate qu'un véhicule de la police circule sur la zone piétonne de Saint-Joseph, avant de s'y garer. Un agent en sort pour aller chercher de la nourriture dans un restaurant.

«J'ai approché le policier pour lui demander si cela était autorisé uniquement pour la police cantonale, ou aussi pour la police municipale, voire pour tout un chacun, a raconté l'élu lors de la séance plénière de juin. Il m'a répondu qu'effectivement, il se rendait régulièrement dans ce restaurant et qu'il n'avait pas l'intention de changer son comportement. Il a même ajouté qu'il continuerait à venir et qu'il ne voyait aucun problème à ce que le Conseil municipal en discute. Cette réponse m'a laissé pantois.»

Lettre à la commandante

À la suite de ce récit, Bertrand Reich - qui occupe temporairement le siège de l'Exécutif carougeois laissé vacant après l'élection d'Anne Hiltz au Conseil d'État - a écrit à la commandante de la police genevoise, Monica Bonfanti.

La missive, que nous avons pu consulter, relève que des agents de la police cantonale empruntent régulièrement la rue Saint-Joseph avec leur véhicule de service pour aller chercher à manger. «Or, cette rue se situe en zone piétonne, conformément à un arrêté de l'Office cantonal des transports», note le courrier.

Sécurité de la voie publique

Son auteur souligne que la présence de véhicules de la police cantonale dans ces circonstances va à l'encontre de la politique publique mise en place par la Ville de Carouge, approuvée par le Canton et signalée par des écrits: «Aussi, s'il vous était possible de rappeler à la police cantonale son obligation de respecter l'interdiction de circuler dans les zones piétonnes lorsqu'elle n'est pas en mission, nous vous en serions obligés.»

Rapide, la réponse de la commandante n'a pas calmé les esprits pour autant. «À titre liminaire, soyez assurés qu'il me tient à cœur qu'en toutes circonstances, les policiers agissent dans le respect des dispositions légales et fassent preuve d'exemplarité dans leur comportement», indique Monica Bonfanti. Avant d'ajouter: «Cela étant, je tiens à souligner que cette présence policière, même dans le cadre mentionné dans votre écrit et hors d'une intervention à proprement dit, contribue également à la sécurité de la voie publique ainsi qu'à celle des citoyennes et citoyens de votre ville.»

«Cette présence policière, même dans le cadre mentionné dans votre écrit et hors d'une intervention à proprement dit, contribue également à la sécurité de la voie publique ainsi qu'à celle des citoyennes et citoyens de votre ville.»

Monica Bonfanti
Commandante de la police genevoise

Une phrase que l'élu écologiste Philippe Calame s'est fait une joie de lire publiquement lors du Municipal de septembre. Avant de demander à Bertrand Reich si la police municipale avait les compétences pour verbaliser les agents cantonaux.

Amender la police

Réponse du magistrat PLR: aussi bien la police cantonale que municipale pourrait sanctionner des véhicules qui se trouvent sans droit dans la zone piétonne.

Reste désormais à savoir si les agents municipaux oseront amender leurs homologues cantonaux. Ou si ces derniers sont prêts à modifier leurs habitudes culinaires. Car Monica Bonfanti a assuré à la Commune que l'ensemble de son personnel serait rendu attentif à cette situation.

Caroline Zumbach

Pose de la première pierre du futur Campus Pictet de Rochemont

Édification

Le chantier du PAV passe une étape symbolique. C'est ici que les eaux de la Drize réapparaîtront en premier.

Cela fait plusieurs mois que les machines s'agitent sur le chantier qui donne sur la route des Acacias, à quelques mètres de l'actuel siège de la banque Pictet. Trois grues se dressent au-dessus des travaux, où le sous-sol a déjà pris forme.

Emménagement fin 2025

C'est dans ce cadre que la cérémonie symbolique de la pose de la première pierre du futur Campus Pictet de Rochemont s'est tenue hier en présence de la direction de la banque, mais aussi des autorités genevoises (Antonio Hodgers pour le Canton ainsi que



La première pierre symbolique a été transportée par une des grues du chantier. GEORGES CABRERA

le Conseil administratif de Carouge).

«Le campus sera composé de 55'000 m² de bureaux pouvant accueillir 2500 places de travail.»

«Nous espérons voir un emménagement durant le deuxième trimestre 2025», annonce Renaud de Planta. Pour illustrer la vitesse de cette sortie de terre, l'associé senior de la banque privée assure que les quatre premiers étages de la tour principale - qui culminera à 90 mètres - seront visibles d'ici à la fin de l'année.

Le campus sera composé de 55'000 m² de bureaux pouvant accueillir 2500 places de travail. Une partie du quadrilatère d'immeubles abritera aussi près de 100 logements sur 11'500 m². Des arcades commerciales et un auditorium ouvert à des manifestations externes compléteront la construction.

Un projet exemplaire

Ce chantier, décrit comme exemplaire en termes écologiques, représente également le point de départ de la réapparition de la Drize. Ce cours d'eau, enterré dans les années 50, va retrouver l'air libre et traverser le futur quartier. La première étape de cette renaturation partira du nouveau siège de la banque, avant qu'elle ne soit prolongée le long de la rue Boissonnas, de l'autre côté de la route des Acacias.

Marc Renfer